

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

**ORDRE DU JOUR
DES SÉANCES PLÉNIÈRES**

Semaine du 26 au 30 juin 2017

MERCREDI
28 juin 2017
à 14 h 15

Projets de loi et propositions

1. - Projet de loi contenant le premier ajustement du budget des Voies et Moyens de l'année budgétaire 2017, n° 2410/1.
- Projet de loi contenant le premier ajustement du Budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2017, n°s 2411/1 à 6.
- Exposé général, n° 2409/1.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteurs : MM. Robert Van de Velde et Ahmed Laaouej]

2. - Projet de loi portant simplification, harmonisation, informatisation et modernisation de dispositions de droit civil et de procédure civile ainsi que du notariat, et portant diverses mesures en matière de justice, n°s 2259/1 à 10.
- Proposition de loi (M. Raf Terwingen, Mme Sonja Becq, MM. Hendrik Bogaert et Roel Deseyn, Mmes Leen Dierick et Els Van Hoof et M. Stefaan Vercamer) relative à la concertation de cas organisée entre dépositaires d'un secret professionnel, n°s 1910/1 et 2.
- Proposition de loi (M. Georges Dallemagne et Mme Vanessa Matz) insérant un article 458ter dans le Code pénal, levant le secret professionnel en cas de connaissance d'informations relatives au danger grave d'infractions terroristes, n°s 1914/1 à 3.
- Proposition de loi (Mme Katrin Jadin) modifiant le Code judiciaire, visant à assurer plus de mobilité pour les magistrats dans l'arrondissement judiciaire d'Eupen, n° 2323/1.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteurs : Mme Özlem Özen et MM. Stefaan Van Hecke et Christian Brotcorne]

3. - Proposition de loi (MM. Raf Terwingen et Roel Deseyn) optimisant le fonctionnement du service de conciliation fiscale, n°s 607/1 à 4.
- Proposition de loi (Mme Carina Van Cauter et M. Luk Van Biesen) suspendant la procédure contentieuse administrative en cas de conciliation fiscale, n°s 861/1 et 2.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteurs : Mme Veerle Wouters et M. Benoît Piedboeuf]

4. Proposition de résolution (Mmes An Capoen, Gwenaëlle Grovonius et Nele Lijnen, M. Benoît Piedboeuf, Mmes Els Van Hoof et Fatma Pehlivan et MM. Georges Dallemagne, Roel Deseyn et Jean-Jacques Flahaux) concernant les investissements de la Belgique dans l'éducation des filles dans les pays en développement, n°s 1110/1 à 8.

[Rapporteur : M. Vincent Van Peteghem]

5. Proposition de loi (Mme Sabien Lahaye-Battheu) modifiant la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière en ce qui concerne la déchéance du droit de conduire pour les véhicules non motorisés, n°s 440/1 et 2.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteur : M. Jef Van den Bergh]

6. Projet de loi instaurant un programme de coopération durable sur le plan de la recherche entre les établissements scientifiques fédéraux et les universités, n°s 2479/1 à 6.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - l'urgence a été décidée par la Chambre en application de l'article 51 du Règlement - Rapporteur : M. Johan Klaps]

à 18 h 05

Reprise éventuelle de l'ordre du jour de la séance de 14 h 15.

**JEUDI
29 juin 2017
à 14 h 15**

Questions orales

Projets de loi et propositions

Reprise éventuelle de l'ordre du jour de la séance du mercredi soir.

Prises en considération (Rgt. art. 75, n°s 4, 5, 6, 7) (voir annexe)

Votes nominatifs

1. sur les motions déposées en conclusion de l'interpellation de Mme Catherine Fonck sur "le remboursement des implants cochléaires" (n° 225).

[développée en réunion publique de la commission de la Santé publique, de l'Environnement et du Renouveau de la Société du 21 juin 2017]

2. sur les projets de loi et propositions terminés.

à 18 h 05

Reprise éventuelle de l'ordre du jour de la séance de 14 h 15.

Annexe

Prises en considération (Rgt. art. 75, n°s 4, 5, 6, 7)

1. Proposition de loi (Mme Els Van Hoof) modifiant l'arrêté royal du 29 juin 2003 relatif à la transmission d'informations au Point Focal belge du réseau européen d'information sur les drogues et les toxicomanies, n° 2540/1.
 2. Proposition de loi (MM. Siegfried Bracke et Peter De Roover, Mme Laurette Onkelinx, MM. Denis Ducarme, Servais Verherstraeten et Patrick Dewael, Mme Meryame Kitir, M. Jean-Marc Nollet et Mme Catherine Fonck) modifiant la loi du 6 janvier 2014 portant création d'une Commission fédérale de déontologie en ce qui concerne l'incompatibilité entre le mandat de membre de la Commission fédérale de déontologie et tout mandat public local, n° 2546/1.
 3. Proposition de loi (Mmes Griet Smaers, Nahima Lanjri et Els Van Hoof) concernant les services d'assistance familiale, n° 2547/1.
 4. Proposition de loi (Mme Françoise Schepmans et M. Damien Thiéry) modifiant la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et autres produits, et visant à interdire la vente de cartouches métalliques contenant du protoxyde d'azote aux mineurs, n° 2550/1.
 5. Proposition de loi (M. Olivier Maingain et Mme Véronique Caprasse) modifiant le Code d'instruction criminelle et la loi du 15 juin 1935 relative à l'emploi des langues en matière judiciaire, en vue de permettre le changement de langue de la procédure pénale dès le premier interrogatoire, n° 2551/1.
 6. Proposition de loi (Mme Barbara Pas et MM. Filip Dewinter et Jan Penris) modifiant l'arrêté royal numéro 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux en ce qui concerne le taux de TVA applicable au gaz naturel et à l'électricité, n° 2552/1.
 7. Proposition de loi (M. Koenraad Degroote) modifiant la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, en ce qui concerne l'élection du conseil de police, n° 2553/1.
-